

---

**RELATIF À LA RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS ET À LEURS  
VERSEMENTS POUR L'ANNÉE 2013 ET LES ANNÉES  
SUBSÉQUENTES**

---

**Avis de motion :** 28 novembre 2012  
**Adoption :** 15 janvier 2013  
**Approbation du Ministre:** N/A  
**Publication :** 23 janvier 2013

- CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la MRC de Montmagny peut fixer par règlement les critères de répartition de ses quotes-parts en vertu de l'article 205 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a dûment été donné à la session du 28 novembre 2013;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. PIERRE THIBAUDEAU  
APPUYÉ PAR : MME MARIE-EVE PROULX

ET UNANIMEMENT RÉSOLU

**QU'un** règlement portant le numéro 2013-78 soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété par le conseil ce qui suit :

**ARTICLE 1 - TITRE**

Le présent règlement porte le titre de « RÈGLEMENT N° 2013-78 RELATIF À LA RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS ET À LEURS VERSEMENTS POUR L'ANNÉE 2013 ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES ».

**QUOTES-PARTS DE LA PARTIE 1**

**ARTICLE 2 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AMÉNAGEMENT ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**

Les dépenses d'administration générale, d'aménagement et de mise en valeur du territoire, sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

**ARTICLE 3 - RÉMUNÉRATION DES ÉLUS**

Les dépenses de la fonction « Rémunération des élus » sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, à un coût fixe égal pour chaque municipalité. Ces dépenses sont : la rémunération pour la participation aux séances du conseil et aux réunions de travail précédant ces sessions.

**ARTICLE 4. – PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT**

4.1 ADMINISTRATION ET PROJETS RÉGIONAUX

Les dépenses d'administration en promotion et développement

du territoire et la contribution pour les projets régionaux, sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

#### 4.2 CLD

Les dépenses pour le financement en partie du Centre local de développement (CLD) de la MRC de Montmagny pour la promotion et le développement du milieu selon les mandats confiés, sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

#### 4.3 STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Les dépenses pour le financement en partie de la Stratégie industrielle du Centre local de Développement de la MRC de Montmagny sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

### **ARTICLE 5 – BOUES DE FOSSES SEPTIQUES**

Les dépenses pour le financement de l'activité « Boues de fosses septiques », sont et seront réparties, par unité de résidences isolées permanentes et (ou) saisonnières de chaque municipalité.

### **ARTICLE 6 – GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

Les dépenses pour le financement de l'activité « Gestion des matières résiduelles », sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

### **ARTICLE 7 – COURS D'EAU**

Les dépenses pour le financement de l'activité « Cours d'eau », sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

### **ARTICLE 8 – SÉCURITÉ INCENDIE**

Les dépenses pour le financement de l'activité « Sécurité incendie », sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

### **ARTICLE 9 – ÉVALUATION FONCIÈRE**

Les dépenses pour le financement de l'activité « Évaluation foncière » sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, de la façon suivante :

- 1) Montant de base reconnu en 2003 selon l'annexe 1 au montant de 441 142 \$ pour chaque municipalité;
- 2) L'excédent des dépenses d'évaluation foncière, par rapport au montant de base 2003, pour 2013 et les années subséquentes, sont et seront réparties au prorata de la moyenne arithmétique des trois critères suivants :
  - . La richesse foncière uniformisée au 15 septembre;
  - . Le nombre de dossiers au 15 septembre;
  - . Le nombre de changements au rôle d'évaluation foncière de l'année précédente au 15 septembre.

#### **ARTICLE 10 – ÉDIFICE AMABLE-BÉLANGER**

Les dépenses pour le financement de l'Édifice Amable-Bélanger, sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, au prorata de la « richesse foncière uniformisée » de chaque municipalité telle que définie par la Loi sur la fiscalité municipale.

#### **ARTICLE 11 – CONGRÈS FQM**

Les dépenses de la fonction « Congrès FQM » sont et seront réparties, pour l'année 2013 et les années subséquentes, à un coût fixe pour chaque municipalité.

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

##### **ARTICLE 12– AUTRES DISPOSITIONS**

Le versement des quotes-parts ainsi que les bases de répartition des services qui ne sont pas mentionnés dans ce règlement sont précisés dans d'autres règlements, protocoles d'ententes ou par résolutions lors de l'adoption annuelle des prévisions budgétaires.

##### **ARTICLE 13 – VERSEMENT DES QUOTES-PARTS**

Le Conseil de la MRC de Montmagny déterminera, annuellement, par résolution, la date de versement des quotes-parts.

##### **ARTICLE 14 – ABROGATION DE RÈGLEMENT**

Le présent règlement abroge le règlement n° 2004-24 et ses modifications (règlements n° 2005-29 et n° 2005-40) ainsi que tout autre règlement non ici mentionné mais en contravention avec le présent règlement.

##### **ARTICLE 15 - ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

**ADOPTÉ**

---

Jean-Guy Desrosiers, préfet

---

Nancy Labrecque, dir. gén.  
et secrétaire-trésorière